

> Analyses et témoignages > Amérique Latine > Arrestation massive de syndicalistes en Colombie

Arrestation massive de syndicalistes en Colombie

TLAXCALA

[envoyer par mail](#)

Share 56

5 juin 2013

Article en PDF:

Le 9 mai l'armée colombienne a procédé à l'arrestation massive de dirigeants paysans du syndicat ASTRACATOL, affilié à la FENSUAGRO-CUT, dans divers villages du département du Tolima, sur ordre du tribunal de Purificación, dont les procureurs les accusent d'« aide à la subversion » et de « rébellion », pour leurs liens présumés avec la guérilla des FARC-EP, sur la base de témoignages de témoins à la solde de l'État (réseau de collaborateurs). Il s'agit clairement d'un montage juridique visant à réprimer la contestation sociale contre les méga-projets hydroélectriques et miniers que diverses multinationales mènent dans la région.



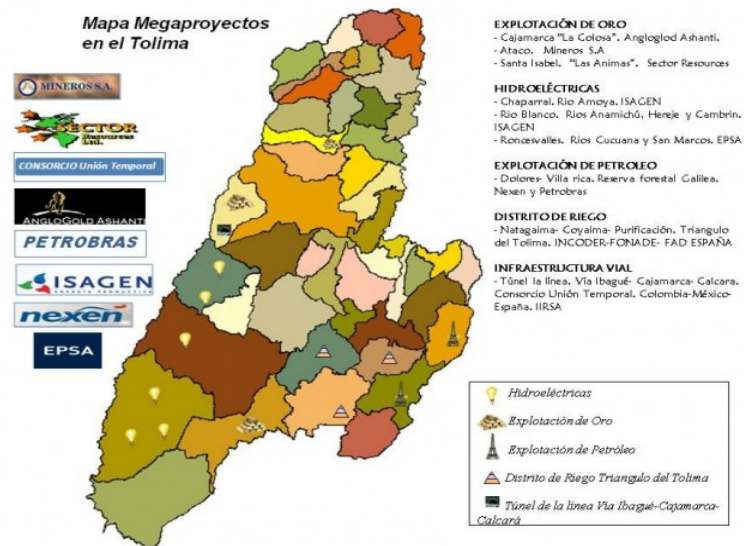
Il faut signaler que les huit détenus, Ramiro Bazurdo Gonzalez, Guillermo Antonio Cano Borja, Floricel Buitrago Cangrejo, Norberto García García, Gonzalo Ernesto Pastor Mora, Constantino Mayorga García, José Guillermo Pacheco Cruz et Edilberto Mayorga García sont des leaders paysans du syndicat ASTRACATOL et font partie du mouvement politique et social Marche patriotique. Guillermo Antonio Cano Borja est coordonnateur des droits humains d'ASTRACATOL et membre du comité exécutif de la FENSUAGRO. Il a participé au Forum sur la participation politique organisé à Bogotá par le PNUD et l'Université nationale du 28 au 30 Avril, précisément pour apporter à la rencontre de dialogue de La Havane des propositions propres à garantir qu'en Colombie la participation politique puisse être exercée sans courir le risque d'être criminalisés, menacés, déplacés ou assassinés par des acteurs étatiques et paraétatiques.

L'exercice des activités syndicales, la défense des droits des travailleurs ruraux, de la vie, du territoire et de la souveraineté ne sont pas un crime, mais un droit politique fondamental, inscrit dans la Constitution et les lois de la République de Colombie.

L'Association des paysans travailleurs du Tolima (ASTRACATOL) a souffert depuis sa création en décembre 2007, dans le feu des luttes paysannes dont l'épicentre a été Ibagué, la persécution et la violence étatique et paraétatique. Plusieurs de ses dirigeants ont été tués. En novembre 2011 huit autres dirigeants d'ASTRACATOL ont été arrêtés en masse à La Marina (Chaparral) sur la base d'un autre montage judiciaire reposant sur des témoignages de personnes qui se sont avérées être des faux guérilleros démobilisés, à la solde de l'État, pour monter des faux positifs judiciaires en série contre tout dirigeant communautaire jugé gênant pour l'État ou les multinationales.

Ces huit autres membres d'ASTRACATOL Edwin Lugo Caballero, José Norbey Lugo Caballero, Arcesio Díaz, Aycardo Morales Guzmán, Saan Maceto Marín, Fredynel Chávez Marín, Alexander Guerrero Castañeda et Armando Montilla Rey sont toujours incarcérés, un an et demi plus tard, subissant des conditions de détention inhumaines, sans qu'aucune des allégations contre eux n'ait pu être prouvée.

De tels niveaux de criminalisation et de répression politique contre des organisations de la société civile comme ASTRACATOL-FENSUAGRO et Marche patriotique montrent que le gouvernement colombien, tout en parlant de paix et en posant des conditions, déchaîne toute sa machine de guerre militaire et paramilitaire contre des gens désarmés, brisant la vie de milliers de familles véritablement engagées à construire une Colombie en paix, où les droits politiques et sociaux ne soient pas qu'un vœu pieux.



Nous exigeons des autorités colombiennes :

- La remise en liberté immédiate et sans charge des seize dirigeants d' ASTRACATOL poursuivis sans preuve, sur la base de faux témoignages.
- L'arrêt de la répression et des persécutions contre ASTRACATOL, Marche patriotique et toutes les initiatives civiles de résistance et d'opposition dans le Tolima contre les mégaprojets d'exploitation minière et hydroélectrique qui menacent de déplacer des milliers de personnes des territoires qui sont la base de leur subsistance, en plus de causer des dommages irréparables à l'environnement.
- La cessation du harcèlement militaire contre les civils dans les zones de "consolidation militaire".
- La cessation de la couverture donnée aux groupes criminels paramilitaires qui font le « sale boulot » des menaces, des meurtres et des déplacements forcés contre les gens qui gênent les multinationales et / ou de l'État.
- Des garanties efficaces pour l'exercice des droits politiques et syndicaux à la liberté d'expression, de réunion et d'association, en Colombie, dans le cadre constitutionnel, de sorte que l'on puisse parler de participation politique et d'un État de droit sans que cela sonne comme une sinistre plaisanterie à l'égard de la population.

[Pour signer la pétition, c'est ici](#)

Source : Tlaxcala

ACTUALISATION

Après la rédaction de ce texte, les huit détenus d'Astracatol inculpés par le tribunal de Purificación ont été mis aux arrêts domiciliaires. Cela ne change rien à notre protestation et en rend pas moins abominable cette persécution judiciaire. Nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus.

[Colombie - Syndicalisme](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

Graphisme et Développement : Platanos studio